



VILLE DE
SAINTE-CATHERINE-
DE-LA-JACQUES-CARTIER

RÈGLEMENT NUMÉRO 1238-2013

AUX FINS DE REMPLACER LE RÈGLEMENT NUMÉRO 489-85 SUR LA PRÉVENTION INCENDIE

ATTENDU les pouvoirs de réglementation conférés à la municipalité, notamment par la Loi sur les compétences municipales;

ATTENDU qu'un avis de motion du présent règlement a été préalablement donné lors de la séance régulière du 9 décembre 2013;

ATTENDU que les membres du conseil ont reçu copie du projet de règlement selon la loi, déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller André Fournier

ET RÉSOLU que le règlement portant le numéro 1238-2013 soit adopté et qu'il soit décrété et statué pour ledit règlement ce qui suit :

Table des matières

1.	TERMINOLOGIE	2
1.1.	Définitions et autorités	2
Partie 1.	APPLICABLE EN TOUS LIEUX ET POUR TOUS LES TYPES DE BÂTIMENTS	3
1.1.	POUVOIRS DU DIRECTEUR OU SON REPRÉSENTANT	3
1.2.	RESPONSABILITÉ	3
1.3.	POTEAU D'INCENDIE	3
Partie 2.	APPLICABLE POUR TOUS LES BÂTIMENTS À VOCATION RÉSIDENTIELLE	4
2.1.	AVERTISSEUR DE FUMÉE	4
2.2.	CONTRÔLE DES RISQUES D'INCENDIE	5
Partie 3.	APPLICABLE POUR TOUS LES BÂTIMENTS À VOCATION COMMERCIALE, INSTITUTIONNELLE ET INDUSTRIELLE (INCLUANT LES BÂTIMENTS À VOCATION RÉSIDENTIELLE EN LOCATION)	5
3.1.	AVERTISSEUR DE FUMÉE	5
3.2.	IDENTIFICATION	6
3.3.	CONTRÔLE DES RISQUES D'INCENDIE	6
3.4.	ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	6
3.5.	EXTINCTEUR PORTATIF	6
3.6.	EXIGENCES RELATIVES AUX ISSUES	6
3.7.	ACCÈS POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE	6
3.8.	RACCORDS-POMPIERS	7
Partie 4.	AUTRES DISPOSITIONS	7
4.1.	AMENDES	7
4.2.	CONCORDANCE AVEC LES RÈGLEMENTS DES MUNICIPALITÉS LOCALES	7
4.3.	MODIFICATION ET REMPLACEMENT	7
4.4.	ENTRÉE EN VIGUEUR	7

TITRE

Le présent règlement s'intitule « **Règlement aux fins de remplacer le règlement numéro 489-85 sur la prévention incendie** ».

1. **TERMINOLOGIE Définitions et autorités**

Aux fins d'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les mots ont la signification ci-après mentionnée :

Autorité compétente :

La Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier est l'autorité compétente.

Avertisseur de fumée :

Détecteur de fumée avec signal incorporé, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée dans la pièce ou l'immeuble dans lequel il est installé.

Bâtiment :

Toute construction munie d'un toit supporté par des colonnes ou des murs et utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des choses.

Directeur :

Le directeur du Service de sécurité incendie expressément nommé par résolution par la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier.

Étage habitable :

Tout étage aménagé pour y abriter des humains, incluant les étages comportant l'un ou l'autre de ces éléments : chambre à coucher, cuisine, salon, salle de jeu, etc.

Poteau d'incendie :

Désigne une borne-fontaine.

Représentant :

Tous les officiers et les préventionnistes du Service de sécurité incendie de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier.

Targette :

Petit verrou composé d'un pêne commandé par un bouton et qui vient s'engager dans une gâche fixée sur le dormant de la porte.

Partie 1. APPLICABLE EN TOUS LIEUX ET POUR TOUS LES TYPES DE BÂTIMENTS

1.1. POUVOIRS DU DIRECTEUR OU SON REPRÉSENTANT

- a. Le directeur ou son représentant, peut visiter, entre 9 h et 20 h ou en tout temps en cas d'urgence, tout terrain, bâtiment ou immeuble afin de s'assurer que le présent règlement soit observé.
- b. Le directeur ou son représentant, peut visiter et examiner tout terrain, bâtiment, maison, bâtisse commerciale ou industrielle, école ou couvent afin de proposer différents moyens pour prévenir les incendies, aider à élaborer des plans d'évacuation des lieux ou toute autre intervention concernant la sécurité du public.
- c. Pour l'application des paragraphes a) et b), tout propriétaire, locataire ou occupant d'un terrain, d'un bâtiment ou d'un immeuble doit permettre au directeur, ou son représentant, de pénétrer sur son terrain ou dans tous ses bâtiments afin que celui-ci puisse procéder à la visite des lieux.
- d. Le directeur ou son représentant, sur présentation d'une carte d'identité officielle, a le droit de s'introduire dans n'importe quel immeuble ou bâtiment dans le but de prévenir tout risque d'incendie et d'inspecter la construction et / ou l'occupation des locaux, les installations et leur fonctionnement afin de s'assurer que les exigences du présent règlement sont respectées. Tout élément susceptible d'être à l'origine d'une infraction ou de présenter un risque d'incendie peut être photographié ou mis à l'essai.
- e. Lorsqu'il existe un danger par rapport à la protection contre l'incendie ou la sécurité des personnes, le directeur ou son représentant peut prendre les mesures appropriées pour éliminer ou contrôler tel danger ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui sont à l'intérieur d'un bâtiment, d'une construction et / ou d'un immeuble et / ou empêcher l'accès tant que ce danger existe.
- f. Le présent règlement s'applique à toute construction nouvelle ou existante et à toute modification ou transformation de l'occupation des bâtiments existants ou de l'usage auquel ils sont destinés.
- g. Le propriétaire d'un bâtiment doit fournir, sur demande de l'inspecteur, une attestation, émise par un spécialiste en la matière ou un organisme reconnu, à l'effet qu'un matériau, un élément de construction, un appareil ou un système est conforme aux prescriptions du présent règlement. Cette attestation doit contenir les données qui ont servi à établir cette conformité.

1.2. RESPONSABILITÉ

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du respect des dispositions du présent règlement.

1.3. POTEAU D'INCENDIE

- a. Les poteaux d'incendie doivent être accessibles au personnel du Service de sécurité incendie pour ne pas nuire à leur utilisation.
- b. Il est prohibé d'entourer ou de dissimuler un poteau d'incendie avec une clôture, une haie, des arbustes ou de quelque autre façon.

- c. Aucune clôture, haie, muret ou autre obstacle que ce soit ne doit être érigé entre un poteau d'incendie et la rue.
- d. Il est interdit :
 - 1. de poser des affiches ou annonces sur un poteau d'incendie autre qu'une pancarte d'identification du poteau d'incendie;
 - 2. de déposer des ordures ou des débris autour ou près d'un poteau d'incendie;
 - 3. d'attacher ou enclaver quoi que ce soit à un poteau d'incendie;
 - 4. de décorer de quelque manière que ce soit un poteau d'incendie;
 - 5. d'installer quelque ouvrage de protection autour d'un poteau d'incendie, sauf avec l'approbation écrite préalable du directeur du Service de sécurité incendie;
 - 6. d'installer ou d'ériger quoique ce soit susceptible de nuire à la visibilité, à l'accès ou à l'utilisation d'un poteau d'incendie;
 - 7. d'installer ou maintenir un poteau d'incendie décoratif sur un terrain privé, et ce, aux couleurs de la municipalité.

Partie 2. APPLICABLE POUR TOUS LES BÂTIMENTS À VOCATION RÉSIDEN- TIELLE

2.1. AVERTISSEUR DE FUMÉE

- a. Il est obligatoire d'avoir au minimum un avertisseur de fumée avec pile et / ou fonctionnant électriquement permettant d'aviser les occupants en cas d'incendie à chaque étage, y compris dans un sous-sol ou une cave, sauf s'il s'agit d'un vide sanitaire non utilisé à d'autres fins.
- b. Dans un immeuble à logements, chaque logement doit être muni d'au moins un avertisseur de fumée, y compris dans un sous-sol ou une cave, sauf s'il s'agit d'un vide sanitaire non utilisé à d'autres fins.
- c. Si un étage d'un bâtiment ne comprend pas de pièce destinée au sommeil, l'avertisseur de fumée doit être installé à proximité du point de départ de l'escalier qui monte à l'étage supérieur.
- d. Un bâtiment ou une partie de bâtiment utilisé ou destiné à être utilisé à des fins résidentielles doit être muni d'un ou plusieurs avertisseurs de fumée installés conformément à 2.1. j).
- e. Le propriétaire doit fournir à ses locataires un avertisseur de fumée fonctionnel et remplacer, aux dix (10) ans de la date de fabrication, les avertisseurs de fumée et, sans délai tous les avertisseurs de fumée qui sont défectueux.
- f. Le locataire a la responsabilité de l'entretien de ses avertisseurs de fumée, incluant le remplacement des piles.
- g. Nul ne peut peindre, altérer, endommager ou empêcher le fonctionnement normal d'un avertisseur de fumée, ni enlever son couvercle ou une de ses pièces.

- h. Un avertisseur de fumée installé dans un endroit sujet à de fausses alarmes répétitives doit être relocalisé en conformité avec le présent règlement dans un autre endroit à l'intérieur du bâtiment ou de l'unité d'habitation.
- i. Si les fausses alarmes persistent, le directeur ou son représentant peut exiger de remplacer l'avertisseur de fumée problématique par un avertisseur de fumée de type photoélectrique.
- j. Tout avertisseur de fumée doit être approuvé par l'« Association canadienne de normalisation » (CSA) ou « Underwriter's Laboratories of Canada » (ULC).

2.2. CONTRÔLE DES RISQUES D'INCENDIE

Il est interdit et est considéré comme une nuisance le fait de garder ou d'entreposer à l'intérieur ou autour des bâtiments des matières combustibles qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'incendie ou une entrave au combat incendie.

Partie 3. APPLICABLE POUR TOUS LES BÂTIMENTS À VOCATION COMMERCIALE, INSTITUTIONNELLE ET INDUSTRIELLE (INCLUANT LES BÂTIMENTS À VOCATION RÉSIDENIELLE EN LOCATION)

3.1. AVERTISSEUR DE FUMÉE

La section 2.1 s'applique à la partie 3 du présent règlement comme si elle était ici au long reproduite en plus des autres exigences prévues ci-après :

- a. Dans les lieux communs d'un bâtiment, un avertisseur de fumée doit être installé au point le plus élevé de chaque escalier commun non cloisonné ou de chaque partie cloisonnée d'un escalier ainsi qu'au milieu de chaque corridor commun.
- b. Un avertisseur de fumée ne doit pas être installé aux endroits suivants :
 1. à moins d'un mètre d'un appareil de climatisation ou de ventilation;
 2. à moins d'un mètre des entrées ou des sorties d'air d'une pièce ventilée;
 3. à moins de 300 millimètres d'une source d'éclairage artificiel.
- c. Dans une maison de chambre et de pension, un avertisseur de fumée doit être installé dans chacune des chambres.
- d. Dans un bâtiment d'hébergement temporaire, un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque unité d'hébergement. Si l'unité d'hébergement comprend plus d'une pièce, excluant la salle de bain, les avertisseurs de fumée doivent être installés conformément à 2.1 j).

3.2. IDENTIFICATION

- a. Les chiffres ou les lettres servant à identifier le numéro d'un logement ou d'une chambre servant de résidence dans un bâtiment doivent être placés en évidence sur ou près de la porte.
- b. Dans un bâtiment où l'on retrouve un local technique contenant une entrée de gicleurs, une entrée électrique, une fournaise, une entrée d'eau principale ou un panneau d'alarme incendie, une inscription permettant d'identifier ce genre de local doit être placée en évidence sur ou près de la porte.

3.3. CONTRÔLE DES RISQUES D'INCENDIE

- a. L'activité suivante est interdite et est considérée comme une nuisance :
 1. de garder ou d'entreposer à l'intérieur ou autour des bâtiments des matières combustibles qui, en raison de leur quantité ou de leur emplacement, présentent un risque d'incendie ou une entrave au combat incendie.
- b. Une matière combustible doit être placée à au moins 25 centimètres d'un appareil de chauffage mural ou portatif.
- c. Un appareillage électrique tel que panneau de distribution, fusible et disjoncteur doit être libre de toute obstruction ou de tout objet combustible dans un rayon d'un mètre.

3.4. ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

Tout éclairage de sécurité doit être maintenu en état de fonctionnement.

3.5. EXTINCTEUR PORTATIF

Tout extincteur portatif doit être maintenu en état de fonctionnement, accessible et visible.

3.6. EXIGENCES RELATIVES AUX ISSUES

- a. Les issues et les accès aux issues de tout bâtiment doivent être libres en tout temps.
- b. Aucun miroir ou autre revêtement ou objet réfléchissant susceptible de tromper sur le sens d'une issue ne doit être placé dans une issue ou près d'une issue.
- c. Nul ne peut dissimuler une porte située dans une issue ou un accès à une issue.
- d. Une targe, installée sur une porte d'issue, doit être maintenue cadenassée en position ouverte en tout temps lorsque le bâtiment est occupé.

3.7. ACCÈS POUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE

- a. Tous les moyens doivent être pris pour s'assurer qu'aucun véhicule ne soit stationné de façon à bloquer l'accès aux véhicules du Service de sécurité incendie, incluant l'installation d'une signalisation indiquant l'interdiction de stationner.

- b. Tous les accès en vertu du présent règlement doivent être entretenus, nettoyés et maintenus en bon état et libres de tout obstacle ou obstruction.

3.8. RACCORDS-POMPIERS

Les raccords-pompier des canalisations d'incendie doivent être accessibles et dégagés afin de ne pas nuire aux opérations du Service de sécurité incendie.

Partie 4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1. AMENDES

- a. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction, et si le contrevenant est une personne physique, il est passible d'une amende minimale de trois cents dollars (300 \$) et d'une amende maximale de mille dollars (1 000 \$) dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et d'une amende maximale de deux mille dollars (2 000 \$) pour les infractions suivantes;
- b. Si le contrevenant est une personne morale et qu'il contrevient à une disposition du présent règlement, il commet donc une infraction et il est passible d'une amende minimale de six cents dollars (600 \$) et d'une amende maximale de deux mille dollars (2 000 \$) dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale de mille dollars (1 000 \$) et d'une amende maximale de quatre mille dollars (4 000 \$) pour les infractions suivantes;
- c. Cependant, quiconque contrevient à l'interdiction de stationner prévue à l'article 3.7 a) en vertu du présent règlement commet une infraction et il est passible d'une amende de cent dollars (100 \$).

4.2. CONSTATS D'INFRACTION ET POURSUITES

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que le directeur du Service de sécurité incendie ou tout représentant de ce dernier à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin.
(R-1341-2016, a. 2)

4.3. CONCORDANCE AVEC LES RÈGLEMENTS DES MUNICIPALITÉS LOCALES

Le présent règlement est une harmonisation des règlements des municipalités membres de la MRC de La Jacques-Cartier. En contrepartie, une réglementation supplémentaire en la matière, plus restrictive et plus détaillée, peut être en vigueur dans les municipalités de la MRC en fonction de leur analyse de risques sur leur territoire.

4.4. MODIFICATION ET REMPLACEMENT

Le présent règlement abroge le règlement 489-85.

4.5. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À SAINTE-CATHERINE-DE-LA-JACQUES-CARTIER,
CE 16^e JOUR DU MOIS DE DÉCEMBRE DEUX MILLE TREIZE.

MAIRE

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET
SECRETÉAIRE-TRÉSORIER



**Ville de Sainte-Catherine-
de-la-Jacques-Cartier**

AVIS DE PROMULGATION

AVIS PUBLIC est par les présentes donné à tous les citoyens et citoyennes de la Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier :

QUE le conseil, à sa séance du 16 décembre 2013, a adopté le règlement suivant :

**RÈGLEMENT NUMÉRO 1238-2013
AUX FINS DE REMPLACER LE RÈGLEMENT NUMÉRO 489-85
SUR LA PRÉVENTION INCENDIE**

QUE ledit règlement entre en vigueur selon la loi.

Ce règlement est déposé à mon bureau où toute personne intéressée peut en prendre connaissance.

Donné à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, ce 17^e jour de décembre 2013.

Ginette Audet, greffière adjointe

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, Ginette Audet, certifie que j'ai publié l'avis ci-annexé par affichage à la mairie le 17 décembre 2013 et par insertion dans le journal « Le Catherinois » édition du 10 janvier 2014.

En foi de quoi, je donne ce certificat ce 17 décembre 2013.

Ginette Audet, greffière adjointe